

L'Europe nouvelle (en marge de quatre conférences données à Fribourg sous les auspices de la Société fribourgeoise d'éducation)

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique**

Band (Jahr): **86 (1957)**

Heft 6

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Europe nouvelle

*(En marge de quatre conférences données à Fribourg
sous les auspices de la Société fribourgeoise d'éducation.)*

Le Corps enseignant de la ville de Fribourg et du 4^e arrondissement scolaire a bénéficié durant l'hiver 1956-1957 d'une suite de conférences dont les sujets serraient de près l'actualité européenne et semblaient jalonner sa marche vers l'union. Ces conférences formaient les données d'une expérience admise par le Centre européen de la culture (CEC), à Genève, et mise au point par le président de la Société fribourgeoise d'éducation, M. le chanoine Gérard Pfulg, inspecteur scolaire. Il s'agissait d'une information des maîtres de ces deux arrondissements scolaires sur « l'Europe qui se fait ». Diverses nécessités avaient demandé que l'on restreignît ainsi le cadre dans lequel devait s'étendre cette expérience moderne, tentée parallèlement en Hollande et à Fribourg. Elle fut suivie d'une enquête établie dans certaines classes, enquête portant sur ce que les grands élèves et les jeunes gens des cours post-scolaires connaissent et « sentent » de l'Europe actuelle.

Il n'y a certes pas, dans le monde, plus individualiste que l'Européen, et surtout que l'Européen occidental ; et les particularités propres à la constitution de la Suisse, dans l'histoire comme maintenant, font que ses citoyens entretiennent en eux à la fois cet individualisme poussé et les qualités de vie communautaire nécessaires à l'érection de l'Europe de demain. A bien considérer une sphère propre et lisse, on ne peut à coup sûr y déterminer un point plus important qu'un autre ; mais aussitôt qu'en un lieu quelconque on découpe une calotte, cet endroit devient la mire de nos regards et de nos occupations. La province espagnole, le département français, le fjord norvégien, le comté de Grande-Bretagne, le bourg allemand et la cité italienne, tout comme le canton suisse, n'ont, face à la terre, pas plus d'importance que cette infime calotte ; mais cependant, pour l'aborigène, ils s'y découpent aussi nettement qu'un centre de cible. Chaque individu se crée ainsi son propre centre du monde et c'est de ce point, de ce centre personnel, que peu à peu se cristallise l'esprit européen.

La tâche des conférenciers était donc fort complexe. De l'éducation nationale, il fallait tendre vers une idée supra-nationale et parvenir à l'éducation européenne ; il fallait saisir la conscience populaire de problèmes plus vastes que ceux qui ne regardent que la région ; promouvoir par l'enseignement de l'histoire une meilleure compréhension entre les peuples grâce à une plus stricte objectivité dans la présentation des causes, des faits et des conséquences de traités ou de guerres. Enfin, apporter aux participants détails et renseignements précis sur le but et l'activité de plusieurs organismes modernes (OECE, CECA, Conseil de l'Europe, UEO, Marché commun), qui sont comme autant de chaînons vers l'Europe nouvelle.

M. Pierre Moser, directeur du Département de l'éducation du Centre européen de la culture, vint aussi deux fois à Fribourg ; M. André Puttemans, inspecteur de l'enseignement moyen et normal de Belgique et président de la Fédération belge des professeurs d'histoire, et M. le conseiller H. Solf, délégué allemand au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, y vinrent également, le premier à fin novembre et le second en février.

* * *

Le premier exposé de M. Pierre Moser s'intitulait : *Pour une éducation européenne* et comprenait quatre points principaux : 1° Civilisation européenne ; 2° Histoire de l'éducation ; 3° Education actuelle et formation des Européens ; 4° Introduction d'une idée supra-nationale dans l'éducation.

La civilisation européenne, affirmait le conférencier, est une réalité qu'il faut connaître et dont on doit prendre conscience en resserrant tous les éléments qui l'ont constituée. De Shakespeare à Molière, de Mozart à Tolstoï et à tous les grands noms de nos diverses nations, on constate que la civilisation européenne a bénéficié de nombreux apports. Imprégnée de civilisation méditerranéenne (Grèce, Rome) et de christianisme, elle a composé avec les influences nordiques ou anglo-saxonnes. Formant une unité, elle n'est cependant pas uniforme ; chaque nation conservant son visage particulier. Ces diversités nationales sont nos richesses, il serait faux de les effacer. A travers des races (France, Angleterre, Allemagne, Scandinavie, etc. . .) ou dans des groupes tels que la Suisse en donne un exemple frappant, la civilisation européenne forme un ensemble de réalités, parfois identiques, parfois opposées, mais qui est un bien que nous voulons garder, face à la poussée des autres continents (Amérique, Asie).

L'histoire de l'éducation en Europe ne peut se résumer en quelques lignes, mais M. Moser brossa à grands traits celle de l'école au cours des siècles. Ecoles des couvents dans le haut moyen âge, écoles de l'époque carolingienne, influences des ordres religieux (cisterciens, franciscains et dominicains) avec l'enseignement des sept arts libéraux, parallèle de ce que reçoivent les fils des chevaliers et des nobles, les sept arts de la chevalerie ; échanges universitaires (le Napolitain saint Thomas d'Aquin enseigna à Paris et à Rome ; Roger Bacon, à Oxford et à Paris ; Albert le Grand, à Cologne). Après la Renaissance et la Réforme, influence longue et organisée — encore marquante de nos jours — de l'Ordre des Jésuites. Enfin, le XVII^e siècle avec Descartes, Ratich, Comenius et Locke ; l'enseignement élémentaire est encore peu développé, mais les Frères des Ecoles chrétiennes, sous l'impulsion de leur fondateur, saint Jean-Baptiste de la Salle, s'occupent des enfants pauvres et forment des maîtres pour les écoles de la campagne. XVIII^e siècle, siècle de la sécularisation de l'enseignement, avec Rousseau, Kant et Pestalozzi. Et c'est le XIX^e siècle qui verra la naissance de l'école primaire obligatoire et de grands pédagogues (Père Girard, Herbart, Froebel, Huxley, Spencer) influencent toute l'Europe. L'instruction prend peu à peu la place de l'éducation qui est de moins en moins chargée de son contenu spirituel et reste tout juste teintée d'une vague morale laïque, d'où nécessité d'élaborer un nouvel humanisme aux dimensions de notre temps.

Face aux courants pédagogiques des Etats-Unis ou d'URSS, nos pays européens manquent de collaboration. Préparons-nous nos élèves aux responsabilités de demain ? L'automation pose un problème à l'éducateur, car l'ouvrier devient maintenant un contrôleur et, pris entre les grands blocs mondiaux, chacun de nos pays ne peut rien faire par lui-même. Aussi, le moment est venu où nous devons préparer les esprits à penser au delà de la seule idée nationale. Une idée originale de l'Europe reste la personnalité de l'éducation, il faut la sauvegarder et tendre à former des responsables, des citoyens ; ainsi une pédagogie européenne peut naître et offrir une perspective nouvelle. Echanges, correspondance scolaire internationale, voyages d'étudiants, stages à l'étranger, matériel audio-visuel, permettront de donner à l'Europe conscience de son propre esprit, en s'élevant à l'échelon supra-national.

* * *

Lors de son second exposé, M. Pierre Moser devait entretenir son auditoire sur *L'Education populaire* et en donner une définition resserrant le problème à une promotion sociale, à une intégration civique dans la communauté. On pouvait y trouver en quelque sorte la suite de la première conférence, en ce sens que l'éducation populaire parachève et synthétise l'éducation scolaire.

Du cas de Rödning, au Danemark, où fut ouverte, en 1844, la première école supérieure populaire du monde, aux exemples d'éducation des adultes en Norvège, Suède et Finlande, on en vint au mouvement de l'*adult education*, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et à la formation des collèges résidentiels en Angleterre. L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse allemande devaient suivre aussi. Si, dans les pays latins, l'éducation des adultes n'eut pas le même essor, Pelloutier créa cependant en France les universités populaires dans les bourses de travail.

Etant une des formes de l'occupation des loisirs, l'éducation populaire devra remédier à ce que l'on appelle souvent « l'ennui des heures libres » ou encore « l'ennui du dimanche », car l'automation va inmanquablement augmenter les possibilités de loisirs. Récupération de l'effort fourni durant le travail, délasserment et divertissement, mais surtout développement et enrichissement de la personnalité, donc élévation du niveau moyen d'éducation et formation d'élites, tels sont les buts que se fixent les foyers de culture ou les cercles d'études créés en France, en Belgique, en Italie et ailleurs encore. Les sports, le cinéma et la radio y contribuent aussi, mais souvent d'une manière imparfaite ou incomplète.

Dans cet effort de culture que deviendront ainsi les loisirs, les frontières nationales sont rapidement dépassées et l'on arrive à une meilleure compréhension entre les peuples, contribution efficace vers la fraternité mondiale et la pacification.

* * *

M. André Puttemans, dont on a déjà cité plus haut les titres, s'est acquis dans le monde des historiens et des professeurs d'histoire une renommée toute particulière — ayant suscité d'ailleurs d'âpres critiques dans son propre pays, mais qui furent bientôt éteintes —, grâce à ses essais d'une présentation plus objective des faits historiques. Fraternité mondiale, Organisme qui jouit du statut consultatif auprès de l'UNESCO, l'a appelé plus d'une fois dans ses rencontres internationales et il eut même l'honneur d'en présider. C'est dire que la Société fribourgeoise d'éducation et le Centre européen de la culture eurent la main heureuse en lui demandant d'exposer le troisième thème des conférences : *Meilleure conception de l'histoire pour servir au rapprochement des peuples*.

Le fait est indéniable et M. Puttemans eut tôt fait de démontrer la nécessité d'une meilleure information et d'une présentation plus objective des faits historiques. L'éminent conférencier se référa à de nombreuses tentatives faites au temps de la défunte SDN, en 1932, où se tint par exemple un congrès international à La Haye, dont les conclusions sont encore valables maintenant. Il cita également dans ce sens les efforts des grands historiens, tels que Pagès ou Isaac, ou encore les accords bilatéraux (Associations Norden qui, dans les pays scandinaves, parvinrent à un accord en 1932 ; correction de manuels en Belgique et en Bavière).

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, le problème a repris toute son importance et des résultats extrêmement encourageants ont été acquis, sous

l'impulsion de l'UNESCO, de Fraternité mondiale et du Conseil de l'Europe. Le monde entier assiste à une action en faveur de la revision des manuels d'histoire. Les stages de Bruxelles (en 1950, avec vingt-quatre pays représentés) et de Sèvres (en 1951, avec trente-deux pays, la Suisse y étant notamment représentée par M. Georges Panchaud, professeur à Lausanne), traitèrent de ce même problème et c'est, depuis cette époque, que de nombreuses commissions bilatérales ont été constituées pour l'examen critique de manuels d'histoire. En 1958, l'Asie verra une réunion semblable s'occuper de la civilisation antique et moderne.

Ces revisions de manuels visent à promouvoir une meilleure compréhension entre les peuples par une amélioration de l'enseignement de l'histoire en le basant sur la plus stricte objectivité. Leur but présente deux aspects ; l'un d'*ordre négatif* : faire disparaître les erreurs et les exagérations causées par un manque d'information, une optique déformée ou un nationalisme exagéré ; l'autre d'*ordre positif* : combler les lacunes, replacer les événements ou les personnalités dans le cadre général de l'évolution historique. Ces revisions tendent encore à faire connaître les productions marquantes et les grandes figures des différents domaines de l'activité humaine et de la pensée. On est donc loin d'une uniformisation des programmes par-dessus les frontières ou de la composition d'un manuel d'histoire unique servant à cacher aux enfants les guerres et leurs atrocités. On sert la vérité historique, on sert la grande cause de la paix, par-dessus les frontières et les continents.

Le distingué président de la Fédération belge des professeurs d'histoire tint à faire part des expériences et des conséquences de la Conférence de Brunswick, intéressant la Belgique et l'Allemagne, tenue au mois d'août 1954. La délégation belge était composée de six membres, selon diverses particularités propres au pays : langues, convictions philosophiques et politiques, milieux d'enseignement ; la délégation allemande était formée d'anti-nazis notoires. Un échange préalable de manuels en vigueur dans les deux pays avait permis de préparer un travail sérieux et la Conférence arriva à des conclusions pratiques et retint treize résolutions touchant les points d'histoire où les vues belges et allemandes divergeaient. Elle émettait en outre le vœu de voir cette collaboration se poursuivre à l'avenir.

M. Puttemans rappela également une rencontre entre la Belgique et les pays nordiques, dont les résultats directs furent une meilleure compréhension de la civilisation des Vikings de la part des manuels belges et une meilleure présentation de l'époque de la colonisation du Congo belge et de l'action du grand roi Léopold II, dans les livres norvégiens. Il cita encore la rencontre des éducateurs du Bénélux qui se tint du 16 au 19 avril 1952 à Luxembourg et qui fut suivie d'une seconde en avril 1953 à laquelle participaient les représentants de huit pays, dont la Suisse. La commission s'intéressant à l'histoire des Etats du Bénélux parvint à l'élaboration d'un *Syllabus Bénélux*, renfermant les faits dominants et les grandes figures de l'histoire de la Belgique, du Grand-Duché et des Pays-Bas, texte qui fut publié dans les trois pays et qui fut l'objet d'un tirage à part pour Fraternité mondiale, à Genève. Et. M Puttemans de conclure en relevant la bonne foi qui anime ces nombreuses rencontres, dont le but est « de former des hommes toujours mieux informés et réconciliés ».

* * *

Poursuivant leur expérience d'information, les deux arrondissements scolaires voyaient venir à Fribourg, en février dernier, M. le conseiller H. Solf, de Stras-

bourg, qui parla des *Organismes économiques et politiques de la nouvelle Europe*. Il devait apporter aux participants détails et renseignements sur le but et l'activité de plusieurs organismes européens dont nos journaux nous entretiennent fréquemment. L'ère des abréviations et des signes (OECE, CECA, CED, UEO) que nous vivons présuppose très souvent des connaissances que le lecteur du commun a quelque peine à retenir. Le Centre européen de la culture, de Genève, était représenté à cette réunion par M. Birger Huse, ancien attaché au ministère des Affaires étrangères de Norvège et actuellement adjoint au directeur du département de l'éducation du Centre.

L'éminent orateur, que l'usage de la langue française ne semblait pas gêner malgré son origine allemande, entra dans le vif du sujet et distingua immédiatement les organismes qui relèvent de l'*ordre économique* de ceux qui dépendent de l'*ordre politique* des Etats-membres. Dans le premier groupe, M. Solf présenta l'OECE et la CECA.

OECE = Organisation européenne de coopération économique.

CECA = Communauté européenne du charbon et de l'acier.

L'OECE fut fondée en 1948 au moment où de nombreux pays de l'Europe occidentale vivaient de graves difficultés économiques. Elle compte actuellement dix-sept membres et c'est le seul des organismes nouveaux de l'Europe auquel la Suisse a adhéré jusqu'à présent. (A ce sujet, chacun aura encore en mémoire le récent voyage de notre ministre des Affaires étrangères à Paris, pour la dernière réunion de l'OECE.) L'organisation a son siège à Paris, où elle entretient un secrétariat très actif. L'une de ses sections s'occupe de l'abolition des taxes douanières entre les Etats-membres ; une autre se dénomme l'Union européenne des paiements et la troisième a une tâche plus pratique visant à l'enseignement international des différentes méthodes de travail. Tous les pays conservent leur pouvoir souverain et l'OECE, en quelque sorte, n'émet que des conseils, sauf en ce qui concerne certaines opérations monétaires (modes de paiements, dévaluation).

La CECA, appelé aussi parfois *Plan Schuman*, parce qu'il émane de l'idée géniale et généreuse de ce grand homme d'Etat français, groupe la France, les trois pays du Bénélux, l'Allemagne occidentale et l'Italie. La CECA, siégeant à Luxembourg, détient tous les pouvoirs se rapportant au charbon et à l'acier produits sur l'ensemble du territoire des Etats membres. Cela crée ainsi une réelle puissance, capable de lutter à armes égales avec les grands pays, mais la CECA semble rejeter les Etats voisins — ceux qui se sont tenus hors de la Communauté — et la Suède en a déjà subi le contre-coup.

Dans le second groupe, M. le conseiller Solf présenta d'abord l'organisme qui l'occupe le plus et au sein duquel il représente l'Allemagne occidentale : le *Conseil de l'Europe*, de Strasbourg.

Essentiellement politique, le Conseil de l'Europe a pour but de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de promouvoir et sauvegarder les intérêts de chacun d'eux. On peut en effet constater historiquement que l'Europe s'est « défaite » pendant des siècles et plus particulièrement depuis la fin du Saint-Empire romain germanique en 1806 ; on ne pourra la « refaire » du haut en bas, à l'aide des armes ou à l'aide d'un traité, si bien conçu soit-il. Il est nécessaire de susciter tout d'abord un véritable *esprit européen* ; c'est ce à quoi s'attache l'effort principal du Conseil de l'Europe. Groupant quinze Etats, il représente de la sorte la plus puissante organisation européenne de l'heure actuelle. L'Espagne, le Portugal, la Suisse, la Finlande et la Yougoslavie n'y ont pas adhéré ; les régimes

au pouvoir en Espagne comme en Yougoslavie, la situation particulière du Portugal qui regarde vers l'Amérique Latine, celle de la Finlande si proche du bloc soviétique et la neutralité traditionnelle de notre pays en sont les causes. Mais, dans chacun de ces États le mouvement du Conseil de l'Europe est suivi et développe également ses effets par l'intérêt qu'il suscite. Les 148 membres de l'Assemblée consultative de Strasbourg sont désignés selon la composition politique des chambres législatives des États-membres et l'on peut dire qu'elle est en quelque sorte *la moyenne de l'opinion publique européenne*. L'Assemblée consultative s'efforce d'élaborer une politique commune de l'Europe, sans vouloir être un instrument de propagande antisoviétique ou antiaméricain. Le manque de confiance entre les membres en est encore la principale pierre d'achoppement, témoin l'affaire de Suez où la France et la Grande-Bretagne (toutes deux membres du Conseil) n'ont pas consulté les autres États pour prendre les mesures qu'elles jugèrent utiles. Sur le plan culturel, il a cependant été réalisé déjà de bonnes choses, telle l'équivalence des diplômes dans l'enseignement moyen pour l'accèsion aux universités, ainsi que l'organisation de concours et d'expositions propres à accroître l'esprit européen.

L'orateur devait également causer, en dehors du Marché commun et de l'Euratome, de la défunte CED (Communauté européenne de défense) et de l'UEO, qui lui succéda.

UEO = Union Européenne occidentale.

L'UEO a créé l'armée européenne sur une base acceptable pour chacun des pays adhérents et spécialement pour la France, dont le Parlement a posé la condition que la Grande-Bretagne conserve quatre ou cinq divisions armées en Allemagne. Son assemblée parlementaire a pour tâche de surveiller les armements de chaque pays (nombre et dimensions), elle compte une centaine de délégués.

Et la conclusion de M. H. Solf fut de constater que, malgré le peu de liens entre eux, tous ces organismes bâtissent une Europe nouvelle et sont des instruments de paix et de sain équilibre dans le monde.

* * *

A la fin de ce rapport, nous voudrions redire au Centre européen de la culture, à son département de l'éducation et à la Société fribourgeoise d'Education, donc respectivement à M. Pierre Moser et à M. le chanoine Gérard Pfulg, toute la joie et l'intérêt qu'ont éprouvés les participants à ces diverses conférences d'information. Elles apportèrent à chacun un complément de renseignements utiles, elles furent l'occasion d'heureuses discussions et fournirent une documentation permettant de considérer et d'apprécier sous un jour nouveau la carte politique de l'Europe et l'ensemble des problèmes mondiaux. Nos classes de la campagne et de la ville, et plus spécialement les cours supérieurs et les cours complémentaires, doivent s'ouvrir sur le monde à l'heure où l'avion rend voisines des nations telles que la Norvège et l'Italie, la Suisse et la Belgique, sans parler des continents. Et il sera à cet effet intéressant de connaître prochainement le résultat de l'enquête menée auprès des grands élèves.

P. GENOUD.